



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 août 2003  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-huitième session

Point 119 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions relatives aux droits de l'homme : questions  
relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens  
de mieux assurer l'exercice des droits de l'homme  
et des libertés fondamentales**

## **L'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme**

### **Note du Secrétaire général\*\***

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme concernant l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, y compris la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, et les activités d'information dans le domaine des droits de l'homme, qui est présenté en application des résolutions de l'Assemblée générale 57/206, intitulée « Éducation dans le domaine des droits de l'homme », et 57/212, intitulée « Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004 ».

---

\* A/58/150.

\*\* Rapport présenté le 15 août 2003, dans le souci d'y faire figurer une information aussi actualisée que possible.



## **Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme concernant l'éducation et les activités d'information dans le domaine des droits de l'homme**

### *Résumé*

Dans sa résolution 57/212, intitulée « Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004 », l'Assemblée générale a prié le Haut Commissaire aux droits de l'homme de porter sa résolution à l'attention de tous les membres de la communauté internationale et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées par l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme et de lui présenter, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Décennie.

On trouvera donc dans le présent rapport des informations reçues de ces différents acteurs ainsi que des renseignements sur les programmes d'éducation et d'information dans le domaine des droits de l'homme lancés par le Haut Commissariat entre décembre 2002 et le début juillet 2003. Les activités antérieures à cette période sont décrites dans le rapport soumis à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session et intitulé « Promotion et protection des droits de l'homme : information et éducation » (E/CN.4/2003/100).

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–2	4
II. Application du Plan d'action en vue de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme .....	3–35	4
A. Sous-programme 1 : évaluation des besoins et élaboration des stratégies ...	4	4
B. Sous-programmes 2 et 3 : renforcement des capacités et des programmes au niveau international et à l'échelon régional .....	5–30	4
C. Sous-programmes 4 et 5 : renforcement des capacités et des programmes aux niveaux national et local .....	31–32	9
D. Sous-programme 6 : mise au point coordonnée des supports destinés à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme .....	33	13
E. Sous-programme 8 : diffusion mondiale de la Déclaration universelle des droits de l'homme .....	34–35	14
III. Activités d'information du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme .....	36–49	14
A. Programme de publications .....	36–42	14
B. Recours aux moyens électroniques .....	43–44	16
C. Programme en matière de relations extérieures .....	45–49	16
IV. Activités d'information du Département de l'information .....	50–81	17
A. Activités du Service de l'information de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) .....	67–77	20
B. Activités d'autres centres, services et bureaux d'information des Nations Unies .....	78–81	22
V. Conclusions et recommandations .....	82–84	23

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport est soumis conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 57/206, intitulée « Éducation dans le domaine des droits de l'homme », et 57/212, intitulée « Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004 ».

2. Depuis la dernière session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a fait rapport à la Commission des droits de l'homme sur les activités d'information dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/2003/99), et le Haut Commissaire aux droits de l'homme sur l'application du Plan d'action en vue de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/2003/100). Le présent rapport contient des informations sur les programmes d'éducation et d'information dans le domaine des droits de l'homme lancés par différents acteurs entre décembre 2002 et juillet 2003.

## **II. Application du Plan d'action en vue de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme**

3. Cette section suit la présentation du Plan d'action de la Décennie (A/51/506/Add.1, appendice) en mettant l'accent sur les progrès accomplis dans la réalisation de certains de ses sous-programmes.

### **A. Sous-programme 1 : évaluation des besoins et élaboration des stratégies**

4. Le Haut Commissaire a, à la demande de la Commission des droits de l'homme à sa dernière session, présenté à cette dernière une étude sur le suivi de la Décennie pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/2003/101), où étaient exposés les points de vue de différents acteurs sur les moyens qui permettraient de renforcer l'éducation dans le domaine des droits de l'homme à l'échelon national, régional et international, compte tenu des recommandations de l'évaluation générale à mi-parcours des progrès accomplis au cours de la Décennie réalisée par le Haut Commissariat en 2000 (A/55/360, sect. V). Nombre de ces recommandations présentent également un intérêt pour le suivi de la Décennie et devraient être prises en considération dans l'élaboration des politiques futures.

### **B. Sous-programmes 2 et 3 : renforcement des capacités et des programmes au niveau international et à l'échelon régional**

#### **1. Système des Nations Unies**

##### **a) Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

5. L'action menée par le Haut Commissariat en vue de réaliser les objectifs de la Décennie s'est articulée autour des axes suivants :

*Assurer la coordination au niveau mondial des activités entreprises  
au titre de la Décennie et favoriser la mise en place de réseaux  
et les échanges d'informations entre les différents acteurs de la Décennie*

6. Le Haut Commissariat a continué de faciliter les échanges d'informations entre les différents acteurs concernés par les programmes de la Décennie, notamment en y consacrant une page spéciale de son site Web <<http://www.unhchr.ch/french/education/index.htm>>. En mai 2003, le Haut Commissariat a prié les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations internationales de fournir des informations en vue du présent rapport.

7. Le Haut Commissariat a également enrichi sa base de données sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme <<http://www.unhchr.ch/hredu.nsf/HomeFsfr?OpenFrameSet>>, qui est accessible à tous. Des informations concernant 600 institutions y figurent et 250 ajouts y ont été faits. Lors de la création prochaine de son centre de documentation, le Haut Commissariat l'intégrera dans ses autres bases de données.

8. Le Haut Commissariat a aussi continué d'enrichir sa collection de documents sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, qui est accessible au public dans les locaux de son siège, à Genève, et constituera l'une des collections spécialisées de son nouveau centre de documentation. Elle comprend plus de 1 800 supports, y compris audiovisuels, d'éducation et de formation, provenant de tous les niveaux, dans le domaine des droits de l'homme.

9. Le onzième atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, (Islamabad, 25-27 février 2003) comprenait un volet consacré à ce thème (pour le rapport de l'Atelier, voir E/CN.4/2003/109). Pour contribuer à l'exécution de ce sous-programme, le Haut Commissariat a, en juillet 2003, chargé le Centre régional d'information pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme pour l'Asie d'étudier les méthodes d'éducation populaire et informelle utilisées dans la région, en accordant une attention particulière à celles qui sont destinées aux groupes vulnérables, défavorisés et marginalisés.

10. Le Haut Commissariat a participé ou apporté son concours technique aux activités pédagogiques menées par diverses institutions et organisations au niveau international (notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Réseau international sur l'éducation pour la démocratie, les droits de l'homme et la tolérance, et le Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix) et au niveau régional (notamment le Réseau sur l'éducation pour la démocratie et les droits de l'homme en Europe et l'Institut arabe pour les droits de l'homme).

*Renforcer les capacités nationales en matière d'éducation  
dans le domaine des droits de l'homme*

11. Le Haut Commissariat a poursuivi ses activités de coopération technique en vue de renforcer les capacités nationales, notamment d'éducation et d'information, en matière de promotion des droits de l'homme. On trouvera le détail de ces activités dans le rapport sur les services consultatifs et la coopération technique dans

le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/2003/112) que le Secrétaire général a présenté à la Commission des droits de l'homme.

*Appuyer les projets locaux d'éducation dans le domaine des droits de l'homme*

12. Le projet « Aider les communautés ensemble » a été lancé en 1998, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans le but d'aider les organisations locales à mener des activités visant à renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau communautaire. En 2003, le Haut Commissariat a poursuivi la troisième phase du projet (qui avait débuté en décembre 2001), au cours de laquelle ont été allouées 206 subventions (144 financées par le Haut Commissariat et 62 par les bureaux de pays du PNUD) dans 29 pays; à la mi-juillet, 76 projets avaient été menés à bien. Cette troisième phase s'est caractérisée par une plus grande coopération entre le Haut Commissariat et les bureaux locaux du PNUD, lesquels, dans 18 pays, ont engagé des ressources supplémentaires. Les deux organismes préparent le lancement de la quatrième phase pour septembre 2003.

13. Les progrès faits dans l'élaboration et la diffusion de supports de formation dans le domaine des droits de l'homme et dans la diffusion de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont décrits ci-après.

**b) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)**

14. Depuis sa création, l'UNESCO est active dans le domaine de l'éducation en matière de droits de l'homme. Ses États membres pensent, comme elle, que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme est une de ses priorités stratégiques et un élément essentiel de la promotion du droit à un enseignement de qualité.

15. En 2003, l'UNESCO a surtout travaillé au renforcement des réseaux existant (chaires de l'UNESCO pour les droits de l'homme, la démocratie, la paix et la tolérance et réseau d'institutions de recherche et de formation sur les droits de l'homme), ainsi qu'à la publication de supports d'éducation et d'information.

16. Elle a exécuté des projets nationaux et sous-régionaux axés sur l'enseignement officiel prévoyant la révision des programmes et manuels scolaires; la formation des formateurs, des éducateurs et du personnel administratif; et la production de supports didactiques, de directives à l'usage des enseignants et de matériel de formation. Ces projets concernaient notamment l'enseignement interculturel et l'éducation en matière de droits de l'homme, en Albanie; l'éducation pour les droits de l'homme, pour la paix et pour la démocratie en Afrique australe; et l'éducation pour la citoyenneté démocratique : des politiques aux pratiques efficaces en passant par l'assurance de qualité en Europe du Sud-Est.

17. Dans le cadre de la réforme des Nations Unies, l'UNESCO élabore une stratégie sur les droits de l'homme, qui sera axée sur :

- a) Le suivi de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme chez les États membres pour qu'elle fasse partie intégrante du droit à l'éducation;
- b) L'intégration de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme aux systèmes éducatifs nationaux, compte tenu de la diversité des cultures, du passé et de l'histoire de l'enseignement de chaque pays;
- c) L'intégration de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans les plans nationaux en faveur de l'éducation pour tous;

d) L'aide à l'élaboration et l'exécution de plans d'action nationaux pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme par les gouvernements, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans le cadre de la Décennie;

e) La création de partenariats stratégiques avec les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les groupes représentant la société civile, afin de renforcer la mise en oeuvre effective de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux international, régional et national. Les commissions nationales pour l'UNESCO ont un rôle essentiel à jouer à cet égard;

f) La promotion des réseaux existants de l'UNESCO (chaires UNESCO/UNITWIN) programme des écoles associées, associations et clubs UNESCO) et leur expansion;

g) La remise, tous les deux ans, du prix UNESCO de l'éducation pour les droits de l'homme à des institutions, organisations ou personnes ayant apporté une contribution exemplaire dans ce domaine.

**c) Organisation internationale du Travail**

18. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a organisé des stages et des cours de formation, par l'intermédiaire de son Centre international de formation à Turin (Italie) notamment, et produit diverses publications pour promouvoir et diffuser les normes internationales relatives aux droits de l'homme sur le lieu de travail, et en particulier à l'égalité entre les sexes. Les publics cibles étaient les syndicalistes, les salariés, les employeurs, les dirigeants gouvernementaux et les juristes, ainsi que les responsables de la conception des politiques et des projets de développement et de leur application.

19. Les autres priorités de l'Organisation dans le domaine de l'éducation sont les suivantes : l'élimination du travail des enfants; la sensibilisation des milieux des affaires, notamment par le biais du Pacte mondial du Secrétaire général; l'information sur le VIH/sida et son impact sur le monde du travail; et les populations autochtones et les migrants.

**d) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés**

20. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a entrepris des activités relatives à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en ce qui concerne les réfugiés, et mis au point des instruments de formation. Avec Save the Children Alliance, l'UNICEF et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le HCR a lancé l'initiative « Action pour les droits de l'enfant » qui consiste à produire des supports de formation sur les droits de l'enfant.

21. Dans divers pays, le HCR a lancé des initiatives éducatives dont le « Programme d'éducation pour la paix », destiné aux enseignants et aux éducateurs communautaires, qui comprend la production de matériel de formation sur les questions relatives aux droits de l'homme et les méthodes de règlement des différends; des ateliers et d'autres activités de promotion visant à sensibiliser les autorités locales au droit des réfugiés et aux questions aux problèmes des déplacés; et des campagnes de promotion de la tolérance visant à lutter contre le racisme à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile. Le HCR a également mis au point



une stratégie globale de formation de son personnel, en vue de mieux intégrer les droits de l'homme dans ses capacités de protection.

**e) Organisation mondiale de la santé**

22. En 2002, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé une série de publications consacrées à la santé et aux droits de l'homme, pour appuyer la prise en compte des droits de l'homme dans les politiques en matière de santé et d'emploi. Pour sensibiliser les jeunes, elle a produit un dessin animé sur le droit à la santé, qui est complété par une pochette d'information destinée aux travailleurs sociaux, aux enseignants et aux facilitateurs; en collaboration avec ONUSIDA, elle a également conçu un dessin animé sur le HIV/sida et les droits de l'homme. Enfin, elle poursuit son programme de formation continue de son propre personnel portant sur la santé et les droits fondamentaux, notamment des femmes et des enfants.

**f) Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

23. Le secrétariat du Comité a rendu compte des travaux de cet organisme qui visaient à souligner l'importance de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme lors de l'examen des rapports des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Comité a salué les efforts faits à ce niveau dans plusieurs pays; il a pris note avec satisfaction de l'intégration de l'éducation en matière de droits fondamentaux, des femmes notamment, dans les programmes scolaires et universitaires et recommandé une telle intégration là où elle n'existait pas; et a souligné qu'il importait que les enseignants soient en conséquence et que les stéréotypes sexistes disparaissent des manuels scolaires. Il a également conseillé aux États parties de rendre l'éducation dans le domaine des droits de l'homme obligatoire pour certaines catégories professionnelles, comme les membres des forces armées, de la magistrature, de la police et des autres services de répression et les professionnels de la santé.

**2. Organisations non gouvernementales**

24. Plusieurs organisations non gouvernementales ont informé le Haut Commissariat de leur contribution à l'application des résolutions 57/206 et 57/212.

25. Le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies a formulé les observations suivantes au nom de ses membres :

a) Il est important de renforcer les institutions nationales de défense des droits de l'homme qui s'intéressent déjà à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme; et là où elles n'existent pas, d'autres organismes, comme les comités nationaux pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, pourraient être créés;

b) Vu le manque de ressources, les activités éducatives dans le domaine des droits de l'homme devraient viser d'abord au niveau international à appuyer les initiatives de ce type dans les pays en voie de développement;

c) Un inventaire et une évaluation des initiatives prises dans le cadre de la Décennie, notamment les succès remportés et les problèmes rencontrés seraient d'une grande utilité à tous les acteurs de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

26. L'Association algérienne d'alphabétisation (IQRAA) a présenté son programme d'éducation sociale qui vise à contribuer au progrès social par le biais de l'éducation pour la paix, la démocratie et la tolérance. Pour atteindre cet objectif, en 1995, elle a formé une commission pédagogique chargée de la production de matériels didactiques, qui ont été distribués dans le cadre des cours d'alphabétisation.

27. L'Association culturelle d'autopromotion éducative et sociale (ACAPES, Sénégal) a souligné l'importance que revêtait, notamment pour les Nations Unies, le renforcement des capacités (techniques, financières et institutionnelles) de tous les acteurs afin de favoriser leur pleine participation au processus d'élaboration, d'application, de suivi et d'évaluation des activités menées dans le cadre des plans nationaux pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Elle a mis au point un module de formation sur les droits de l'homme, la tolérance et la gestion des conflits, qui a été utilisé pour former des formateurs nigériens, guinéens, togolais, ghanéens, sierra-léonais et sénégalais. Elle a également conçu un programme d'enseignement sur les droits de l'homme qui a touché environ 8 000 jeunes dans les écoles sénégalaises.

28. Le Rural Institute of Medical Sciences (Inde) a souligné que les décisions et les engagements pris au niveau international devaient être suivis d'effets dans la pratique, et que l'information concernant ces engagements ainsi que les droits de l'homme devait être largement diffusée par l'intermédiaire des médias. Une attention particulière devrait être accordée aux enfants qui, très souvent, n'avaient pas accès à l'éducation.

29. L'Union mondiale des aveugles a insisté sur l'importance de l'alphabétisation des aveugles et des malvoyants et sur la nécessité de rendre l'information accessible en Braille ou sous d'autres formes imprimées. Elle a souligné que la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012) était l'occasion de lancer des activités dans ce sens.

30. L'Organisation mondiale contre la torture a donné des informations sur son projet international de promotion des droits de l'homme au Nigéria qu'elle a lancé en partenariat avec le Centre for Law Enforcement Education (CLEEN), et qui vise à renforcer les capacités de défense des droits de l'homme de la société civile nigériane en familiarisant les ONG de défense des droits de l'homme au droit international relatif aux droits de l'homme et à son importance pour la situation des droits de l'homme dans le pays, ainsi qu'à suivre les progrès accomplis par le Gouvernement dans ce domaine.

### **C. Sous-programmes 4 et 5 : renforcement des capacités et des programmes aux niveaux national et local**

31. Le Plan d'action pour la Décennie, ainsi que les résolutions de la Commission des droits de l'homme et de l'Assemblée générale, prévoient la mise en place, par les gouvernements ou d'autres institutions compétentes, de structures nationales de coordination ou de liaison pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui devraient rassembler une vaste coalition d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et seraient chargées d'élaborer et de mettre en oeuvre les plans d'action nationaux pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Ces plans devraient faire partie intégrante des plans de développement national et

compléter les autres plans d'action nationaux déjà en place dans des domaines voisins (plans généraux de promotion des droits de l'homme ou des droits des femmes, des enfants, des minorités et des populations autochtones, etc.). Des directives pour ce faire (A/52/469/Add.1 et Add.1/Corr.1) ont été communiquées à tous les chefs de gouvernement par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Directeur général de l'UNESCO en septembre 1998.

32. Les gouvernements ont informé le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme des activités qu'ils avaient entreprises dans ce domaine au cours de la période considérée. Elles étaient les suivantes :

a) En **Argentine**, la loi fédérale sur l'éducation (1993) constitue le cadre législatif de l'éducation en matière de droits de l'homme dans les écoles. Des mesures particulières ont été prises pour lutter contre la discrimination dans les écoles, notamment en améliorant l'accès à l'éducation dans les zones rurales et celui des enfants ayant des besoins particuliers, ainsi qu'en y introduisant le multilinguisme et l'enseignement des langues et cultures des populations autochtones pour promouvoir une meilleure entente entre les cultures. Le Ministère de l'éducation a également encouragé la formation à l'éducation éthique et civique de 106 formateurs provinciaux qui ont ensuite formé les enseignants des écoles locales. Parmi les autres initiatives prises dans ce domaine, on peut mentionner : la mise au point de supports pédagogiques, et l'inscription au calendrier scolaire, le 19 avril, de la Journée de la cohabitation dans le respect de la diversité culturelle, et l'organisation d'autres manifestations de ce type dans les écoles de tous le pays; l'élaboration, en coopération avec l'UNICEF, l'UNESCO et l'Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture du programme « Apprendre à vivre ensemble », qui est centré sur le règlement des différends, la paix et la coexistence dans le respect de la diversité. En outre, le Ministère de l'éducation a accordé une attention particulière à l'élimination des stéréotypes sexistes et à la promotion des droits et de la santé en matière de procréation. Enfin, des mesures ont été prises en vue de l'introduction dans différentes écoles d'un système scolaire de coexistence reposant sur un ensemble de principes, normes et pratiques démocratiques qui régissent les relations entre les membres de chaque établissement d'enseignement;

b) En **Australie**, le Comité national pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, composé de représentants d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux compétents dans ce domaine du milieu des affaires et de la collectivité, est la structure chargée de coordonner les activités entrant dans le cadre de la décennie; il est financé par le gouvernement. Outre ce comité national, des comités d'État pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ont été créés dans la plupart des États et territoires d'Australie. En août 2002, le Comité national a organisé une conférence stratégique nationale sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme à laquelle ont participé des représentants de nombreux secteurs et ont été adoptées des recommandations en vue de la mise en oeuvre d'une stratégie nationale coordonnée. Le Comité a également conçu le projet « Citoyens de l'humanité » qui vise à sensibiliser les écoliers du primaire aux droits et valeurs consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'éducation dans le domaine des droits de l'homme est également un des principaux domaines d'activités de la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances, l'institution australienne de défense des droits de l'homme, laquelle en 2001-2002 a mis au point un programme d'éducation dans le domaine des droits de l'homme à

l'intention des enseignants du primaire et du secondaire. Ce programme est composé d'une série de modules pluridisciplinaires (histoire, droit, religion, etc.) et d'autres supports pédagogiques (vidéos, fiches récapitulatives, etc.). Sur son site Web, la Commission a conçu un lien spécial pour guider les efforts des enseignants et de ses autres partenaires. Elle exécute également, depuis 1999, un programme qui rassemble des milliers d'étudiants du secondaire et leurs enseignants à l'occasion d'un séminaire d'une journée sur les droits de l'homme et les responsabilités, dans le but de prévenir les comportements discriminatoires; des supports d'information sont distribués à cette occasion. Enfin, elle a conçu des activités de sensibilisation à l'intention du secteur privé pour lutter contre le harcèlement sexuel et racial. Elle associe ou consulte les organisations non gouvernementales dans le cadre de la plupart de ces efforts. Le Gouvernement fédéral a également financé une série de programmes éducatifs portant sur la démocratie, le multiculturalisme et la prévention du racisme, qui sont destinés aux écoles et aux établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement communautaire des adultes. Il a contribué à la promotion de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en Asie en soutenant la formation du personnel d'administration de la justice, en renforçant les institutions judiciaires et en assurant une formation à la présentation de rapports sur l'application des traités en Chine, au Viet Nam, en Indonésie et a également apporté un financement majeur au Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de protection des droits de l'homme.

c) Le Gouvernement du **Bélarus** a pris une série d'initiatives éducatives visant à favoriser l'entente, la tolérance et le civisme au sein de la population. En 1995, il a adopté un plan d'action national pour la protection des droits des enfants qui prévoyait l'introduction d'un cours spécial de 10 heures sur les droits des enfants dans tous les établissements d'enseignement, ainsi que dans les écoles normales; en 1998, un cours sur les droits de l'homme a été inscrit au programme scolaire de tous les établissements d'enseignement; en 1999, le Gouvernement a ratifié le Plan national de promotion de l'éducation en matière de droits de l'homme (1999-2004), qui définit le contenu des cours relatifs aux droits de l'homme, à savoir les droits de l'homme, les droits des enfants et le droit humanitaire; des cours universitaires spéciaux ont été inscrits au programme des facultés de droit et de pédagogie et des supports pédagogiques adaptés ont été produits et largement diffusés. En 2000, le Gouvernement a également organisé un concours pour récompenser la contribution la plus originale à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme;

d) Le **Chili** a insisté sur l'intégration des droits de l'homme en tant que sujet d'étude pluridisciplinaire dans le système d'éducation primaire et secondaire, notamment dans les cours de sciences sociales et d'histoire, ainsi que sur le projet pilote intitulé « Découverte du droit international humanitaire » lancé en 2002 dans 32 établissements d'enseignement secondaire avec un financement du Comité international de la Croix-Rouge. Parmi les autres activités éducatives notables figurait la promotion d'un environnement scolaire positif grâce à l'organisation d'activités visant à encourager la coexistence pacifique de tous les acteurs, notamment par le biais de la formation des enseignants aux techniques de règlement des différends et grâce à la participation des parents;

e) À **Cuba**, le programme scolaire des écoles primaires comprend des cours d'enseignement des valeurs qui visent à promouvoir la paix et le respect d'autrui et de la nature; un cours d'instruction civique est enseigné dans les écoles secondaires.

Parmi les programmes spécialement axés sur ces questions, figuraient des émissions télévisées sur différents thèmes destinées à encourager la réflexion et le débat sur les droits de l'homme. D'après le Gouvernement, la principale réalisation du système d'enseignement a été l'élimination totale à l'échelle du pays de toute discrimination raciale ou sexuelle. Le Gouvernement a également souligné que le droit national et international relatif aux droits de l'homme était inscrit au programme de formation générale dispensée dans les écoles de police et magistrature. Le rôle actif de la société civile dans l'éducation en matière de droits de l'homme est illustré par le travail accompli par l'Union nationale des juristes qui, en coopération avec les ministères compétents, le Parlement et les institutions judiciaires, organise régulièrement des séminaires et des débats à l'intention des personnels d'administration de la justice avec la participation d'universitaires des pays d'Amérique latine;

f) Le Gouvernement de l'**Égypte** a déclaré avoir inscrit l'éducation dans le domaine des droits de l'homme au programme scolaire et s'en inspirer dans les activités scolaires. Les droits économiques ainsi que les droits des femmes sont enseignés dans les écoles à tous les niveaux; les droits en matière de justice et de santé sont enseignés en deuxième et quatrième année d'étude. Les questions de droit international humanitaire, la liberté de croyance et de culte et la protection des valeurs culturelles sont enseignés dans les écoles.

g) Le Gouvernement de l'**Allemagne** a souligné l'importance de l'enseignement en matière de droits de l'homme pour la lutte contre le racisme et la xénophobie. Parmi les activités entreprises au niveau des États (Länder), dont relève l'éducation, figurait l'inscription de l'éducation interculturelle au programme scolaire et l'intégration du contenu de la Convention relative aux droits de l'enfant dans les programmes et les manuels scolaires ainsi que l'adoption, par la Conférence permanente des Ministres de l'éducation et de la culture des Länder, d'une recommandation révisée visant à accorder la priorité à l'éducation en matière des droits de l'homme dans toutes les constitutions et les lois des États relatives à l'éducation. Le Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche a lancé une série de programmes antidiscrimination et antiviolence à tous les niveaux du système scolaire qui comprenaient des recherches expérimentales, des projets d'évaluation et la mise au point de supports multimédia. Le Gouvernement a mentionné plus particulièrement trois programmes éducatifs : le Programme XENOS, qui vise le marché du travail, notamment les sociétés, les syndicats, les entreprises et autres institutions, et soutient des projets de gestion des conflits et de formation interculturelle; le Programme ENTIMON, axé sur les jeunes, qui vise à combattre la violence et l'extrémisme de droite et soutient des activités locales ayant un large retentissement médiatique; et le Programme CIVITAS, qui appuie des projets similaires dans les cinq « Länder » de l'est du pays;

h) Le Gouvernement de la **Grèce** a déclaré que sa Commission nationale pour les droits de l'homme avait lancé une série d'initiatives afin de promouvoir l'éducation en matière de droits de l'homme au niveau universitaire en proposant des cours axés sur les droits de l'homme. De même, en 2001-2002, la Commission a encouragé la recherche sur les médias nationaux et la promotion des stéréotypes et des comportements discriminatoires, a tenu des consultations avec le Ministère de l'ordre public et l'École nationale d'administration publique en vue du lancement de programmes d'éducation en matière de droits de l'homme destinés aux policiers et

aux fonctionnaires d'État et a entrepris de traduire les supports du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la question;

i) Le Gouvernement du **Mexique** a déclaré avoir pris une série d'initiatives dont la création, en 2001, d'un groupe de travail sur l'éducation en matière de droits de l'homme associant des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux en vue de renforcer les capacités existant dans ce domaine à l'échelon national; le lancement d'un programme national sur l'éducation en matière de droits de l'homme, en août 2002, par le Secrétaire chargé de l'éducation publique à la demande du Président du Mexique, et la signature, toujours en 2002, d'un accord entre le Gouvernement et l'UNESCO en vue d'une série d'activités éducatives dans le domaine des droits de l'homme en collaboration avec deux universités;

j) Le Gouvernement du **Maroc** a fourni des informations à jour sur l'application de son plan d'action national pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui est axé sur le système éducatif et prévoit la révision des programmes et des manuels scolaires, la production de supports pédagogiques et la formation des enseignants et du personnel scolaire en particulier ceux chargés de former leurs collègues. Le plan (1995-2004), qui en est actuellement à sa phase finale, celle de la diffusion, vise à institutionnaliser les programmes et les supports qui étaient jusqu'alors expérimentaux. En 2003, le Ministère des droits de l'homme a également axé ses efforts sur l'éducation en matière de droits de l'homme dans les prisons et à l'intention des policiers, en coopération avec Amnesty International (Maroc), et sur les programmes de sensibilisation informelle à l'intention des ONG et des partis politiques;

k) Le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** a déclaré que le Département de l'éducation et des compétences avait inscrit un cours d'instruction civique au programme scolaire national de l'Angleterre, tout d'abord en 2000 dans les écoles primaires puis en 2002, en tant que matière obligatoire, dans les écoles secondaires. Toutes les écoles ont reçu des directives en vue de l'application de ce programme scolaire; des informations complémentaires sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : <[www.dfes.gov.uk/citizenship](http://www.dfes.gov.uk/citizenship)>;

l) Le Ministère de l'éducation de la **République arabe syrienne** a décrit les mesures prises aux fins de l'intégration du droit international humanitaire dans le programme d'enseignement des universités. Des activités éducatives ont également été organisées pour promouvoir la tolérance religieuse dans le système d'enseignement classique.

#### **D. Sous-programme 6 : mise au point coordonnée des supports destinés à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme**

33. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme propose des informations sur les supports d'éducation et de formation mis au point par tous les acteurs dans le cadre de la Décennie par le biais de sa base de données sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme (voir plus haut sect. II.B.1). Quant à la contribution du Haut Commissariat à ce sous-programme, elle est décrite plus loin à la section III.A.

## E. Sous-programme 8 : diffusion mondiale de la Déclaration universelle des droits de l'homme

34. Le 10 décembre 1998 à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a créé une nouvelle page sur son site Web.

35. En 2003, le Haut Commissariat a continué de mettre à jour et d'enrichir cette page où figure le texte de la Déclaration dans plus de 320 langues nationales et locales et qui se trouve à l'adresse suivante : <<http://www.unhchr.ch/udhr/index.htm>>. Récemment, le Haut Commissariat a revu certaines des versions de la Déclaration compte tenu des suggestions faites en ligne et de l'avis des partenaires compétents. En outre, le Haut Commissariat tient à jour la page du site Web où figure une liste de plus de 500 articles ayant trait à la Déclaration universelle (support papier et multimédia, ainsi que toutes sortes de souvenirs) reçus par le Haut Commissariat depuis 1995.

## III. Activités d'information du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

### A. Programme de publications

36. Le but du programme de publications du Haut Commissariat est de favoriser une prise de conscience de l'importance des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de faire connaître les moyens de promouvoir et de protéger ces droits et libertés au niveau international. Il vise également à encourager le débat sur les questions relatives aux droits de l'homme examinées par les organes des Nations Unies. Depuis la parution du rapport adressé à la Commission des droits de l'homme par le Secrétaire général (E/CN.4/2003/99), la demande dont font l'objet les publications du Haut Commissariat a augmenté considérablement. Au cours de la période considérée, le Haut Commissariat a distribué plus de 74 000 exemplaires de publications relatives aux droits de l'homme en sus des 1 600 exemplaires de chaque publication envoyés régulièrement par la Section de la distribution de l'Office des Nations Unies à Genève. Le nombre des publications diffusées par le Haut Commissariat sur son site Web a également augmenté.

37. **Fiches d'information.** La série des fiches d'information est publiée sous forme de fascicules qui abordent certaines questions relatives aux droits de l'homme et expliquent la structure et les procédures des organes et mécanismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme. Le but recherché est de faire connaître aux lecteurs les droits de l'homme fondamentaux et les mécanismes internationaux qui ont été créés pour les promouvoir et les protéger. Toutes les fiches sont disponibles sur le site Web du Haut Commissariat, ce qui contribue à élargir leur diffusion, à réduire les frais d'impression et à rationaliser les coûts. Au cours de la période considérée, deux fiches ont été révisées : la première, intitulée *Combattre la torture* (No 4), a été publiée en chinois et en russe et la seconde, intitulée *Procédures d'examen des requêtes* (No 7), a été publiée en arabe, en chinois et en russe. Ces deux révisions sont en cours de traduction en français et en espagnol. En outre, la version arabe de la fiche portant sur *Les droits des travailleurs migrants* (No 27) a

été affichée sur le site Web du Haut Commissariat et sera bientôt disponible sur papier.

38. **Matériels de formation et d'éducation.** La série de manuels et guides de formation professionnelle consiste en guides et manuels visant à mieux faire connaître les normes internationales et est destinée à des publics sélectionnés en raison de l'influence qu'ils ont sur la situation des droits de l'homme dans leur pays. Au cours de la période considérée, le manuel intitulé *Droits de l'homme et application des lois : Guide de formation aux droits de l'homme à l'usage des instructeurs des forces de police* (No 5) a été publié dans plusieurs des langues officielles de l'ONU et est en cours de traduction dans les autres.

39. Toujours dans le cadre de la série sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, la publication intitulée *ABC : Teaching Human Rights – Practical Activities for Primary and Secondary Schools* a été révisée et affichée sous forme électronique sur le site Web du Haut Commissariat à l'adresse suivante : <[http://www.unhchr.ch/html/menu6/2/abc\\_text.pdf](http://www.unhchr.ch/html/menu6/2/abc_text.pdf)>; elle sera aussi disponible sur papier et traduite dans les autres langues officielles de l'ONU.

40. **Publications thématiques.** Les publications thématiques portent sur certaines questions qu'elles examinent de façon plus approfondie. Plusieurs ont été publiées dans différentes langues au cours de la période considérée : *Droits de l'homme et invalidité : l'utilisation actuelle et l'usage potentiel des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme dans la perspective de l'invalidité* (en français et en espagnol; aucune traduction n'est prévue en arabe, en chinois et en russe, faute de crédits); *Principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains : recommandations* (en arabe, chinois et russe) et *Abolir l'esclavage et ses formes contemporaines* (en arabe, chinois, français; traduction prévue en russe et en espagnol).

41. **Matériels de référence.** Les publications de référence du Haut Commissariat permettent aux chercheurs et aux praticiens du droit relatif aux droits de l'homme d'accéder aux grands instruments relatifs aux droits de l'homme et à d'autres informations essentielles. Ainsi, une version révisée de la publication du Haut Commissariat intitulée *Droits de l'homme : un recueil d'instruments internationaux, vol. I, Instruments universels* a été publiée en anglais. Les traductions sont en préparation dans les autres langues officielles. En outre, le volume III de la *Sélection de décisions du Comité des droits de l'homme prises en vertu du Protocole facultatif* a été publié en russe et le sera bientôt en français et en espagnol (pas de traduction prévue en arabe et en chinois, faute de crédits).

42. **Matériels de promotion.** Le but des supports de promotion est d'informer le grand public des travaux des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Ils apportent des réponses aux questions les plus fréquemment posées sur le programme des Nations Unies dans ce domaine et donnent des informations sur la façon de recourir au système en cas de violation. À cet égard, une brochure sur le Haut Commissariat a été publiée en français et en espagnol au cours de la période considérée et est en train d'être traduite en arabe, en chinois et en russe.



## B. Recours aux moyens électroniques

43. Comme le développement du multilinguisme est indispensable à la promotion des droits de l'homme, le Haut Commissariat s'emploie actuellement à proposer toutes les informations importantes dans les six langues officielles de l'ONU. Le site Web du Haut Commissariat existe en anglais, en français et en espagnol et propose des liens directs avec le texte intégral des documents en arabe, en chinois et en russe par le biais du système de diffusion électronique des documents de l'ONU. La phase expérimentale du projet qui vise à rendre le site Web du Haut Commissariat disponible dans ces trois langues officielles a été menée à bien.

44. Le Haut Commissariat est également déterminé à mettre le contenu de son site Web à la portée de tous, y compris des personnes souffrant d'incapacités. Pour ce faire, il a conçu plusieurs pages Web conformément aux recommandations internationales relatives à l'accessibilité.

## C. Programme en matière de relations extérieures

45. **Réunions d'information.** Le Haut Commissariat organise régulièrement des réunions d'information à l'intention de différents publics. Il fournit également des services de conférenciers pour des réunions d'information du Département de l'information. Au total, 38 réunions de ce type ont été organisées par le personnel du Haut Commissariat au cours de la période considérée.

46. **Expositions et manifestations concernant les droits de l'homme.** Depuis le dernier rapport présenté à la Commission des droits de l'homme, une exposition d'oeuvres de victimes de la torture a été organisée au Palais Wilson à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture. En 2002, le Haut Commissariat a également célébré la Journée mondiale du sida et en 2003 la Journée des Nations Unies pour les droits de la femme et la paix internationale, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture. En 2002, la Journée des droits de l'homme a été consacrée à la protection des populations civiles en cas de conflit armé. À cette occasion, le Haut Commissariat a organisé une table ronde intergouvernementale sur cette question au Palais Wilson.

47. **Programme de stage de perfectionnement.** Au cours de la période considérée, le Haut Commissariat, qui participe au programme de stages de perfectionnement de l'ONU, a proposé des stages à 42 étudiants du deuxième cycle afin de leur permettre d'acquérir une connaissance pratique des activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme.

48. **Activités de coopération technique comportant un volet information.** Un compte rendu des cours de formation, séminaires et ateliers organisés par le Haut Commissariat figure dans le rapport annuel du Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme sur les services consultatifs et la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/2003/112).

49. **Relations avec les médias.** Les fonctionnaires du Haut Commissariat responsables des relations avec les médias informent régulièrement la presse internationale des activités du Haut Commissariat et de l'évolution du programme

en faveur des droits de l'homme en général. Ils sont également chargés de l'élaboration ou de la mise en forme définitive des communiqués de presse publiés au nom du Haut Commissariat ou du Haut Commissaire; de l'organisation d'entretiens avec des journalistes et d'interventions dans les médias à l'intention du Haut Commissaire; de l'assistance aux mécanismes relatifs aux procédures spéciales et organes de suivi des traités dans leurs relations avec les médias; de la participation à l'élaboration et à l'application de stratégies et de campagnes d'information axées sur certaines questions ou certaines régions; et de la rédaction et de la publication d'articles d'opinions et d'autres articles dans les principales publications internationales.

#### **IV. Activités d'information du Département de l'information**

50. De décembre 2002 à juin 2003, le Département de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a continué d'entreprendre et de coordonner des activités dans le cadre de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme, lancée en 1988, et de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004).

51. En 2003, les activités du Département de l'information se sont inscrites dans le cadre d'une stratégie globale de communication visant à promouvoir les travaux du Haut Commissariat, des organes créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme et des rapporteurs/représentants spéciaux. Pour la première fois, un dossier de presse visant à faire connaître les travaux de la Commission des droits de l'homme a été produit en étroite collaboration avec le Haut Commissariat. Comme par le passé, la Journée des droits de l'homme reste un élément important de l'action de sensibilisation du Département à la question des droits de l'homme en général et aux travaux de l'ONU en la matière en particulier. Cette année, les activités du Département font aussi partie intégrante d'une stratégie globale visant à promouvoir le thème de la Journée des droits de l'homme de 2003 « Connaissez vos droits de l'homme ».

52. La couverture des activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par le Département ainsi que la distribution dans le monde entier des documents d'information concernant ces droits, sont assurées par un système multimédia. Les documents d'information, produits dans les six langues officielles de l'ONU, sont diffusés dans le monde entier, notamment par le biais du réseau des centres, services et bureaux d'information des Nations Unies implantés dans plus de 70 pays qui en ont traduit bon nombre dans les langues locales.

53. Le Programme « Les Nations Unies travaillent pour tous » a permis au public de mieux comprendre le rôle des droits de l'homme et du développement dans la vie de personnes réelles de tous les pays. Ce programme fait connaître au monde entier les objectifs de l'ONU par divers moyens – programmes de télévision originaux, supports éducatifs et médiatiques, site Web multilingue, et autres produits et activités de communication. En outre, en partenariat avec Discovery Communications Inc., le Département a conçu, pour une diffusion internationale des messages d'intérêt général, un contenu de site Web et des supports éducatifs et médiatiques sur les droits fondamentaux, notamment des femmes et des enfants. Le site Web du Programme « Les Nations Unies travaillent pour tous » permet de se

renseigner sur ces activités grâce à des liens avec les sites Web du Haut Commissariat aux droits de l'homme et des partenaires de l'ONU dans ce domaine.

54. Le Département de l'information a continué de suivre régulièrement l'actualité dans le domaine des droits de l'homme, notamment les travaux des organismes des Nations Unies s'intéressant à ces questions, ainsi que les activités et déclarations du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (par le biais du Service de presse de l'ONU sur l'Internet (<[www.un.org/french/newscentre](http://www.un.org/french/newscentre)>) et de sa version imprimée *Les actualités du jour*). Les nouvelles sont envoyées par courrier électronique à des milliers de journalistes et à d'autres abonnés et sont affichées quotidiennement.

55. En février 2003, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Département a produit et largement diffusé un dossier de presse sur la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, en anglais et en français. Pour mieux faire connaître les travaux de la Commission sur le terrain, la version électronique de ce dossier a été diffusée en anglais et en français aux centres, services et bureaux d'information des Nations Unies, ainsi qu'aux bureaux extérieurs du PNUD.

56. Au nombre des autres supports imprimés produits par le Département au cours de la période considérée figuraient un article de portée générale sur le rôle des rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux et experts indépendants chargés des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme et une fiche analytique intitulée « Connaissez vos droits de l'homme : Journée internationale de soutien aux victimes de la torture ». Ces documents, établis en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ont été largement diffusés auprès des centres, services et bureaux d'information des Nations Unies, bureaux extérieurs du PNUD et journalistes au Siège.

57. La publication du Département de l'information intitulée *Afrique relance* (*Africa Recovery* dans sa version anglaise) a consacré un certain nombre d'articles aux questions relatives aux droits de l'homme en Afrique. Ce magazine a continué d'accorder une importance toute particulière au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique qui donne un rang de priorité élevé aux droits de l'homme.

58. La publication *Chronique de l'ONU* a présenté, dans les six langues officielles, un certain nombre d'articles consacrés aux droits de l'homme, dont un intitulé « Leur dignité sera la mienne. Elle sera aussi la vôtre » par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

59. S'agissant des activités télévisées, photographiques et radiophoniques relatives aux droits de l'homme, le Département de l'information a rendu compte périodiquement des déclarations faites à l'Assemblée générale et devant d'autres instances intergouvernementales par le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. La Télévision et le Service Photo des Nations Unies ont par ailleurs couvert des conférences de presse, notamment celles du Haut Commissaire, et des manifestations spéciales organisées au Siège de l'ONU sur le thème des droits de l'homme.

60. Grâce à ses réseaux partenaires dans toutes les régions du monde, la Radio des Nations Unies a désormais des dizaines de millions d'auditeurs. Tout au long de la période considérée, elle a continué de couvrir un large éventail de questions

relatives aux droits de l'homme par le biais de ses programmes d'information quotidiens, de ses magazines d'actualité, de ses magazines régionaux et de ses reportages spéciaux. Toutes les informations couvertes ont été reprises dans les émissions quotidiennes diffusées en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français, en portugais et en russe et affichées sur les pages Web de la Radio des Nations Unies. Les programmes ont également été distribués dans le cadre d'arrangements conclus avec des stations et des réseaux partenaires partout dans le monde, par satellite, par transfert électronique, par ondes courtes ou par téléphone.

61. Outre les magazines d'actualité, la Radio des Nations Unies a produit diverses émissions ou magazines régionaux et mondiaux sur certains aspects des droits de l'homme, qui ont été diffusés dans 14 langues : anglais, arabe, bengali, créole français, chinois, espagnol, français, hindi, indonésien, ourdou, portugais, russe, swahili et turc.

62. Le Projet mondial sur l'enseignement et l'apprentissage de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld comporte diverses activités relatives aux droits de l'homme, dont un programme scolaire portant sur tous les aspects de la discrimination destiné aux écoles primaires et secondaires du premier cycle; en partenariat avec l'OIT, un nouveau site Web sur la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail; un site Web et une publication sur papier qui éclaireront tous les aspects de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans lesquels figureront des profils de défenseurs des droits de l'homme ainsi que des plans de leçons sur l'ensemble des 30 articles de la Déclaration; une préparation au Sommet mondial sur la société de l'information pour les écoles du monde entier qui permettra à ces dernières de se familiariser avec le thème des technologies de l'information et des communications au service des droits de l'homme; un concours d'affiches qui comportera un thème des technologies de l'information et des communications au service des droits de l'homme; et un site Web consacré aux enfants soldats dans lequel figurera une analyse de la Convention relative aux droits de l'enfant et de son Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

63. La Section du site Web de l'ONU a annoncé la création d'un site consacré à la Journée internationale de la femme dans les six langues officielles (<<http://www.un.org/french/events/women/iwd/2003>>). À la page des conférences et événements, elle propose en outre des liens vers des manifestations telles que la Journée mondiale de la liberté de la presse et la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, et à celle des « Droits de l'homme » (<<http://www.un.org/french/events/ref42.html>>) vers des manifestations relatives aux droits de l'homme.

64. Tout au long de la période considérée, le Département a continué de mettre l'accent sur la promotion et la protection des droits de l'homme lors des réunions d'information hebdomadaires et des conférences annuelles qu'il organise au Siège à l'intention des organisations non gouvernementales. Le Directeur du Bureau de New York du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a pris la parole lors d'une manifestation spéciale consacrée à la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire. Des participants à une réunion d'information sur le maintien de la paix organisée pour célébrer la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies (29 mai), ont souligné que les droits de l'homme étaient une composante essentielle des opérations de maintien de la paix.

65. Au cours de la période considérée, le Département a organisé 22 réunions sur les droits de l'homme, auxquelles ont assisté 943 personnes. Les droits de l'homme ont également été fréquemment abordés dans le cadre des visites guidées du Siège de l'Organisation et ont fait l'objet de nombreuses demandes de renseignements et de requêtes.

66. En 2002, la conférence annuelle du Département sur les droits de l'homme à l'intention des étudiants a pris la forme d'une vidéoconférence entre un groupe d'étudiants présents au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et neuf autres groupes d'étudiants répartis dans cinq pays, qui avait pour thème les droits de l'homme et le développement durable : un avenir meilleur pour tous. Elle avait pour objectif d'établir un lien entre les questions examinées lors du Sommet mondial pour le développement durable et les principaux objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire envisagés sous l'angle des droits de l'homme.

#### **A. Activités du Service de l'information de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG)**

67. Le Service de l'information de l'ONUG joue un rôle majeur dans la promotion des droits de l'homme en raison de sa proximité avec le siège du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il fournit un appui dans le domaine de l'information en vue de tous les travaux du Haut Commissariat, de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, ainsi que des sessions des cinq organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui se réunissent à Genève. Cet appui prend diverses formes dont la publication de communiqués de presse sur les questions relatives aux droits de l'homme et, en particulier, la publication en anglais et en français, de comptes rendus des réunions des organes susmentionnés; la couverture radiophonique et télévisuelle de ces réunions; la tenue de réunions d'information périodiques, par le Directeur du Service et le responsable des médias et de l'information du Haut Commissariat, à l'intention de la presse accréditée à Genève; l'organisation de réunions d'information à l'intention des ONG, des étudiants et du grand public. En outre, le Service continue de marquer la célébration des journées internationales déclarées par l'Assemblée générale.

68. **Conférences de presse.** Au cours de la période considérée, le Service a organisé 29 conférences de presse pour le Haut Commissariat.

69. **Couverture des réunions.** La Section de la presse a publié au total 479 communiqués de presse sur les droits de l'homme, en anglais et en français, au cours de la période considérée.

70. **Télévision et radio.** La Radio des Nations Unies à Genève a suivi les activités relatives aux droits de l'homme et communiqué des rapports, des interviews et des supports audio dans diverses langues à la Radio des Nations Unies, à New York, et directement à des stations radiophoniques dans différentes régions du monde.

71. Les émissions sur les droits de l'homme de la Télévision des Nations Unies à Genève ont été distribuées aux journalistes des organes de radio et de télévision du monde entier par l'intermédiaire des principales agences de presse et directement aux chaînes de télévision nationales. La couverture radiophonique et télévisée a été maximale lors de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de

l'homme au cours de laquelle des émissions de radio quotidiennes ont été diffusées à New York et de fréquentes transmissions en direct ont été assurées à l'intention des chaînes nationales de télévision. La diffusion des images télévisées au cours de cette période s'est faite par l'intermédiaire du réseau Eurovision dans le cadre de sa programmation mondiale ou régionale. Ces images ont été utilisées par la Télévision des Nations Unies dans une émission spéciale d'une demi-heure axée sur les droits de l'homme au titre de la série d'actualité télévisée « Place des Nations ». La mission effectuée par le Haut Commissaire en Afrique a aussi été le thème d'émissions produites et diffusées par la chaîne francophone de télévision suisse et par le Réseau France Outremer dans les programmes mis au point à Paris à l'intention de l'Afrique.

72. Le Haut Commissaire a enregistré des messages et déclarations vidéo pour des réunions et des séminaires organisées dans différentes parties du monde.

73. **Relations publiques.** En avril 2003, le Service de l'information de l'ONUG a organisé un programme spécial à l'intention d'un groupe de journalistes palestiniens se trouvant à Genève pendant une semaine pour participer à un stage de formation assuré par le Département de l'information dans le contexte du programme d'information spéciale sur la question de Palestine. Ce programme spécial comprenait un séminaire d'une journée tenu par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

74. Au cours de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le Service de l'information de l'ONUG a animé 25 réunions d'information organisées par le Haut Commissariat aux droits de l'homme à l'intention d'organisations non gouvernementales, en collaboration avec des rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme et des experts indépendants. Il a par ailleurs organisé 25 programmes d'information à l'intention d'environ 980 chercheurs universitaires et autres qui avaient demandé à entendre des exposés de fonctionnaires du Haut Commissariat.

75. Le Service de l'information a, à l'occasion des Journées spéciales, distribué des supports d'information – dont des messages du Secrétaire général, des dossiers de presse, des brochures et des fiches récapitulatives à l'intention de la presse, des représentants, des organisations non gouvernementales et du grand public. La Section de la presse a distribué de la documentation sur les droits de l'homme aux étudiants universitaires venus du monde entier pour participer à des séminaires organisés par le Service de l'information. Ce dernier a mis à jour sa brochure intitulée « Questions et réponses, l'Organisation des Nations Unies à Genève » en y ajoutant un chapitre sur le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

76. Plus de 90 étudiants de plus de 40 pays ont pris part au Programme annuel d'études du troisième cycle organisé par le Service de l'information en juillet 2003. Ces étudiants devaient présenter à la fin du Programme un mémoire qui a été distribué aux missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, aux centres d'information des Nations Unies et aux bureaux du PNUD dans le monde entier ainsi qu'à tous les participants.

77. Les droits de l'homme font partie intégrante du commentaire des visites guidées assurées par le Service des visiteurs, et les guides se voient souvent poser des questions relatives aux droits de l'homme. Au cours de leur stage annuel de

formation, les guides acquièrent des notions de base sur les droits de l'homme, dont la défense est un des principaux domaines d'activité de l'Office des Nations Unies à Genève. Les guides décrivent aux visiteurs les diverses activités en faveur des droits de l'homme; les différents mécanismes; les travaux des organes créés en application de traités; et l'oeuvre du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Cette année, 10 réunions d'information sur les droits de l'homme ont été organisées dans le cadre de visites guidées. Des souvenirs contribuant à la promotion des droits de l'homme sont en vente dans le hall des visiteurs.

## **B. Activités d'autres centres, services et bureaux d'information des Nations Unies**

78. Pratiquement tous les centres, services et bureaux d'information des Nations Unies et bureaux de l'ONU ont contribué à l'application des résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'éducation en matière de droits de l'homme. Dix-huit d'entre eux ont fait traduire dans les langues locales, ou réimprimer, des documents de l'ONU, ou du Département, sur les droits de l'homme. Plusieurs centres d'information des Nations Unies ont traduit la Déclaration universelle des droits de l'homme dans des langues locales. Le Centre d'information des Nations Unies à Rome a également traduit en italien le dossier de presse sur la Commission des droits de l'homme.

79. Plus de 50 centres, services et bureaux d'information des Nations Unies ont entrepris de faire connaître aux médias certains aspects des droits de l'homme. Neuf services d'information des Nations Unies dans le monde entier ont traduit les éditoriaux du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans les langues locales et les ont envoyés aux radios et aux journaux locaux et nationaux. Le Centre d'information des Nations Unies à Islamabad a organisé une conférence de presse pour le Haut Commissaire aux droits de l'homme, ainsi que des interviews avec la BBC et la télévision pakistanaise. Le Centre de Bogota a organisé une conférence de presse pour le représentant du Haut Commissaire au sujet de la situation des droits de l'homme en Colombie. Le Centre de Katmandou a organisé des activités à l'intention des médias et distribué des documents d'information à la presse à l'occasion de la Journée universelle des enfants (20 novembre). D'autres réunions d'information pour la presse ont été organisées par sept centres d'information des Nations Unies et le Bureau de l'ONU à Erevan. Le Centre de Rio de Janeiro a aidé le *Jornal do Brasil* – l'un des quatre plus grands quotidiens du Brésil – à produire un supplément spécial de huit pages sur la situation des droits de l'homme au Brésil et à l'étranger.

80. Parmi les activités éducatives destinées au public, il faut citer le Forum des enseignants organisé par le Service d'information des Nations Unies à Vienne à l'intention des enseignants hongrois du secondaire qui était axé spécifiquement sur l'éducation en matière de droits de l'homme. En outre, le Forum des étudiants organisé par le Service d'information des Nations Unies de Vienne du 21 au 24 mai 2003 a été consacré au rôle de l'Organisation dans les affaires internationales. Une réunion d'information au sujet du manuel d'enseignement des droits de l'homme mis au point par le Gouvernement autrichien a été organisé le 7 avril 2003 avec le Président de la cinquante-septième session de l'Assemblée générale. Au cours de la période considérée, plus de 30 000 personnes ont effectué la visite guidée du Centre

international de Vienne qui donne un aperçu de l'action menée par l'ONU dans le domaine des droits de l'homme.

81. Au nombre des autres activités ont figuré la diffusion du message du Secrétaire général à l'occasion de la Journée internationale de la tolérance dans la presse et sur les ondes de radio et de télévision locales; l'organisation de tables rondes et de séminaires sur des questions relatives aux droits de l'homme; la réalisation d'entretiens radiophoniques et télévisés au sujet de la tolérance; la télédiffusion de messages d'intérêt public; la participation à des programmes radiophoniques expliquant l'importance de la Journée des droits de l'homme; et la production de présentations PowerPoint, d'une version multimédia de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et d'émissions radiophoniques et télévisées sur diverses questions relatives aux droits de l'homme.

## **V. Conclusions et recommandations**

82. Le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'évaluation générale à mi-parcours des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (A/55/360) comporte une série de recommandations sur les dispositions à prendre au cours des dernières années de la Décennie.

83. Il met en lumière la nécessité pour les gouvernements de respecter pleinement les engagements pris au niveau international et de mettre au point des stratégies nationales d'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui soient de portée globale et participatives. Il convient d'accorder la priorité à des approches durables (c'est-à-dire la formation de formateurs et l'intégration des droits de l'homme dans tous les programmes de formation et d'éducation pertinents). Compte tenu du potentiel et des capacités de chacun dans ce domaine, des stratégies nationales devraient être conçues et exécutées et leur exécution devrait être évaluée, par le biais de partenariats avec tous les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, dans un esprit de respect mutuel.

84. Les organisations et les institutions régionales et internationales devraient continuer d'appuyer les initiatives nationales, en facilitant la mise en commun des informations et des supports, en constituant des réseaux ou en les renforçant et en soutenant la formation des formateurs et les activités connexes. À cet égard, la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, est une source d'opportunités majeure et un mécanisme de mobilisation des efforts de la communauté internationale dans ce domaine.